

# Les études supérieures expliquées aux parents (et aux futurs étudiants)

Texte:  
Catherine  
Ernens

Notre enseignement supérieur a été bouleversé il y a trois ans. Mais la première année d'étude reste toujours aussi difficile. Et la question du rôle de l'université de demain toujours aussi sensible

Oubliez définitivement les "candidatures", les "licences" et même la notion d'année d'études. Chaque étudiant a aujourd'hui un parcours individuel découpé en "bac" et en "master". Il engrange au fil des années des crédits. Chaque année en vaut 60. Avec 45 crédits réussis, on est aujourd'hui déclaré "réus" et on peut passer au "bloc 2".

Sauf que l'étudiant traîne éventuellement des casseroles. Par le passé, c'était très exceptionnel de permettre le passage avec un cours en échec. Maintenant, c'est la règle. Sauf que cela ne semble pas malheureusement représenter un progrès. Auparavant, dans le système "classique", entre 30 et 40 % d'étudiants réussissaient leur première année. Le système "assoupli" des 45 crédits n'a pas fait remonter ce chiffre.

L'Université libre de Bruxelles a mené une première enquête auprès d'une seule faculté qui montre que désormais la moitié des réussites sont à 60 crédits et l'autre moitié à 45 crédits. Cela veut dire 15 crédits de retard pour cette nouvelle catégorie d'étudiants qu'on appelle les "bama", ceux qui sont en master avec des cours de bac à réussir.

*"À la fin, s'ils gardent un échec, on ne peut pas leur donner leur diplôme de master. Mais d'un autre côté, cela permet aux étudiants d'avancer à leur rythme sans être arrêtés. La vision pédagogique n'est en soi pas mauvaise. Mais ce décret est un mélange de genres",* regrette Nathalie Veack, vice-rectrice à l'enseignement à l'ULB. Dans le système anglo-saxon, il n'y a pas que des crédits à accumuler et pas de programme établi sur un an comme chez nous. Par ailleurs, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ce qui incite à réussir, c'est le coût exorbitant des études. *"Je ne suis pas pour ce coût, mais sans cet incitant, le système des crédits, chez nous, est défaillant."* Le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS), le père de ce décret, se défend et apporte ses réponses.

## Pourquoi avoir proposé cette révolution?

**JEAN-CLAUDE MARCOURT** - Quand j'ai pris mon mandat en 2009, j'ai instauré des tables rondes de l'enseignement supérieur. C'était une première. La volonté était de s'inscrire dans le dispositif de Bologne, de transformer les années d'études en crédits, comme cela se pratiquait en Flandre et →

→ dans la quasi-totalité des États européens. On a eu de larges concertations avec tous les acteurs. Et le décret a été voté à l'unanimité le 7 novembre 2013. Nous étions dans les derniers à être dans l'ancien schéma. C'est la première fois qu'on harmonisait enfin l'enseignement supérieur en créant des passerelles entre les différentes études et en individualisant les parcours.

## Mais aujourd'hui on a des étudiants qui traînent des casseroles d'une année à l'autre. N'est-ce pas inquiétant?

Effectivement, le fait d'avoir 60 crédits et de pouvoir passer à 45 crédits entraîne cela. La vraie question est le risque d'allongement des études. Cela a été constaté dans certains pays mais pas partout.

## Quelle réponse apportez-vous à ça?

Autrefois, le cas d'étudiants qui avaient une faiblesse dans un seul cours était examiné par un jury qui pouvait choisir de le laisser passer. Aujourd'hui, les jurys ne le font plus. Ils devraient pourtant à nouveau examiner l'ensemble du parcours de l'étudiant. Que les profs fassent à nouveau cet effort. Je n'impute pas tout aux jurys, mais ils pourraient être plus proactifs. De manière plus générale, un changement aussi radical demande un apprentissage progressif. Certains établissements ne comprennent toujours pas aujourd'hui la philosophie globale du décret. Pour remédier à cela, j'ai obtenu d'engager 90 conseillers pédagogiques.

#### **Cela suffira?**

C'est un décret qui donne énormément de liberté aux pouvoirs organisateurs. Mais il a commencé en 2014. Aucun étudiant n'a encore fait cinq années dans le processus. Le fait d'avoir fait des unités très larges pose aujourd'hui problème et doit être corrigé. Il faut que chaque crédit ait une cohérence pédagogique et ne soit pas fourre-tout. Une évaluation qualitative sera, comme pour toute réforme, nécessaire. Il conviendra de recueillir et d'analyser les impacts sur, par exemple, la qualité des formations, l'allongement éventuel des études, etc. Ce travail devra être confié à des experts indépendants, sans doute extérieurs à notre Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous ne disposons pas encore de suffisamment de recul ni d'éléments d'analyse fiables et pertinents qui s'étalent sur plusieurs années. Aujourd'hui, notre travail est centré sur l'amélioration du quotidien des étudiants et des équipes pédagogiques et administratives. C'est à cela que nous nous employons, avec tous les acteurs.

#### **Vous êtes fier de ce bouleversement que l'on a baptisé "décret Marcourt"?**

Il ne s'agit pas de fierté, mais ce décret correspond à l'évolution de notre enseignement. Avant ce décret, il n'y avait aucun pilotage de notre enseignement. J'ai créé l'ARES (l'Académie de recher-

che et d'enseignement supérieur) qui regroupe tous les acteurs, sans imposer une gestion par le haut. C'est un lieu de concertation et de coordination. Je salue d'ailleurs Philippe Maystadt qui a œuvré jusqu'au bout de sa vie à la réussite de l'ARES. Le problème de l'ARES aujourd'hui, c'est que les acteurs doivent encore apprendre à se faire confiance et ne pas vouloir être tout le temps tous autour de la table parce qu'ils se méfient.

#### **Vous avez aussi, en même temps, redessiné le paysage de l'enseignement en opérant des fusions...**

Oui. Casser les piliers pour faire travailler des acteurs ensemble, c'est en soi une révolution. La question qui se pose aujourd'hui, c'est de savoir si on favorise les échanges à l'intérieur des pôles ou si on permet d'autres collaborations. Cette question se cristallise autour de la collaboration entre Saint-Louis et l'UCL. Il faut éviter les concurrences et optimiser les moyens.

#### **Pourquoi ne délivrez-vous pas le décret qui permettrait tout simplement la fusion des ces deux universités?**

Je le prépare, mais ce sera un décret à certaines conditions. Les deux recteurs concernés ont estimé qu'ils pouvaient travailler ensemble de manière très poussée. Fort bien. Mais ils veulent encore toujours une fusion. Dans ce cas, il faut réexaminer les équilibres sur Bruxelles. La crainte, c'est une concurrence accrue pour capter un maximum d'étudiants d'une institution (l'ULB - NDLR) vers une autre (l'UCL-Saint-Louis - NDLR). ✖

**BLOCS** Les années d'études supérieures sont divisées en blocs annuels de 60 crédits. En type court, ce cycle comprend 3 blocs (le bachelier), tandis qu'en type long, on cumule 3 blocs suivis de 2 blocs (le master).

**CRÉDIT** C'est l'unité de mesure exprimant la charge totale de travail pour acquérir une matière. 1 crédit est égal à 30 heures de travail englobant le cours magistral, les labos, les travaux pratiques, les recherches et le temps d'études.

**UNITÉ D'ENSEIGNEMENT** L'unité d'enseignement correspond à une matière spécifique. Elle est découpée en activités d'apprentissage. Une unité de 5 crédits peut ainsi inclure un cours magistral à 2 crédits, des travaux pratiques à 1 crédit et un stage à 3 crédits.

## LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS EXPLOSE

**La Belgique francophone compte plus de 210.000 candidats au diplôme supérieur, pour 150.000 il y a quinze ans.**

**A**ujourd'hui, quatre étudiants sur dix sont inscrits dans une université, quatre autres dans une haute école et les deux derniers fréquentent une école supérieure des arts ou de promotion sociale. Parmi les universitaires, on compte 74 % de bacheliers (premier cycle) et 22 % de master (second cycle). Les 4 % restants sont en doctorat.

L'enseignement supérieur et universitaire, c'est un budget d'1,5 milliard par an. Une enveloppe fermée, alors que le nombre d'étudiants a explosé. Un étudiant universitaire coûte à la collectivité entre 7.000 et 8.000 euros par an s'il fait par exemple de la communication, mais le coût peut grimper jusque 17.000 ou 18.000 euros pour un étudiant en médecine ou en sciences vétérinaires. Le minerval déboursé par les parents est de 850 euros par an s'ils n'obtiennent pas de bourse.

Les femmes sont globalement majoritaires (près de 60 %) sauf dans le 3<sup>e</sup> cycle et les sciences. Le contingent d'étudiants étrangers, pour moitié constitué de Français, représente 20 % de la population étudiante. Seuls 5 % de ces étrangers proviennent de pays hors UE.

**Le système "classique"  
accusait entre 30 et 40 %  
d'échecs en première année.  
Le système "assoupli"  
ne fait pas mieux.**

**C'est une illusion de croire  
que l'offre de diplômés doit  
correspondre exactement  
aux besoins immédiats du  
marché.**

# Franchir le mur de la première année

Secteur porteur d'emploi ou vocation coup de cœur? Université ou haute école? École prestigieuse ou à côté de la porte? On vous balise le terrain.

**O**rientation: débrouillez-vous. C'est la jungle. Il y a des lianes auxquelles s'accrocher un peu partout en Wallonie comme à Bruxelles. Reste à les repérer, car rien n'est centralisé. Parents et jeunes ont face à eux un marché qui fourmille d'acteurs et de propositions. Mais il est difficile de savoir à qui s'adresser, dans quel but, avec quels résultats. Les centres PMS, avec trop peu de moyens, tentent de donner des indications et des adresses. Les cités des métiers à Namur, Charleroi, Liège et désormais aussi à Bruxelles offrent une aide de première ligne pour tracer son chemin. Des journées portes ouvertes, des salons, des rencontres sont organisés. En particulier par le SIEP, le Service d'information sur les études et les professions.

Dans le lot des échecs en première année, le nombre d'étudiants fantômes constitue plus de la moitié des troupes. Ce sont ces jeunes qui décrochent avant même la session de janvier, le plus souvent parce qu'ils se sont trompés de formation. Un vrai gâchis. Philippine s'est ainsi accrochée deux ans à la première bac en histoire de l'art, des études choisies après une éblouissante visite du Quai Branly à Paris. Échec. *"J'aimais ça, mais j'avais du mal avec les cours à apprendre par cœur"*, justifie-t-elle. Le conseiller en orientation lui a confirmé qu'elle était faite pour être assistante sociale. Elle obtempère. Elle réussit. Mais elle a un goût de trop peu. Alors elle se lance dans un master en sciences du travail, poussée cette fois par sa maman. *"Les horaires à l'université sont très différents, les examens aussi. Ici, on me demandait de réfléchir."* Verdict: réussite avec un job à la clé avant même d'avoir terminé. *"J'avais besoin de réussir à l'université pour une question d'orgueil."* Au final, elle conseille aujourd'hui d'aller voir des étudiants qui font les

mêmes études pour savoir de quoi il en retourne.

Le choc de la première année d'université est souvent terrible. C'est d'abord un choc culturel, même quand l'orientation est la bonne. En sortant du secondaire, les élèves ne sont pas préparés à ce qu'ils vont devoir affronter. Et c'est normal. La mission du secondaire est de former des citoyens, et les profs ne connaissent pas non plus le monde des études en dehors des leurs. Être étudiant, c'est un métier qui exige des compétences (savoir prendre des notes ou concevoir un résumé, par exemple) et qui s'apprend. La première année est une occasion d'apprendre à apprendre. Des ressources et des aides existent. Mais il faut aller les chercher. Éric Haubruge, vice-recteur de l'ULg a cette jolie formule: *"Réussir ses études, c'est comme gérer une start-up. Le jeune doit créer ses prototypes, ses façons d'apprendre qui lui sont personnelles et qui ne sont pas celles du voisin. Il faut beaucoup travailler, oui, mais aussi être créatif"*.

Philippe Fonck, conseiller en orientation et insertion professionnelle et directeur du Centre d'information et d'orientation de l'UCL, balise le parcours qui mènera à la réussite. Petits enfants, petits soucis. Grands enfants, grande angoisse pour leurs études supérieures. Que faire? *"Soutenir son enfant, mais attention, sans effectuer les choix à sa place. C'est sa formation, c'est lui qui devra fournir les efforts, qui devra se mobiliser dans ses apprentissages"*. Voici quatre pistes développées par Philippe Fonck.

## 1 Les indices d'emploi ne sont pas un bon critère

C'est une illusion de croire que l'offre de diplômés doit correspondre exactement aux besoins immédiats du marché. Tout d'abord, les organismes de formation doivent anticiper les besoins →

→ actuels du marché mais aussi préparer aux professions qui n'existent pas encore, aux métiers de demain. Ensuite, certaines formations ont toute leur valeur et sont dignes d'intérêt sans corres-

pondre à des besoins immédiats du marché. C'est particulièrement le cas des formations qui touchent à notre patrimoine culturel comme la philosophie ou la sociologie. Les jeunes qui s'engagent dans ces disciplines doivent savoir qu'ils devront apprendre à transférer leurs compétences et valoriser leurs compétences extra-académiques. Et puis, il faut entre trois et cinq ans minimum pour former un jeune diplômé. En cinq ans, le marché peut radicalement s'inverser. Le choix d'un jeune diplômé ne peut se baser uniquement sur des indices d'emploi.

## **2 Être acteur de sa formation, la clé**

Il est essentiel de suivre l'évolution des professions pour saisir les vraies attentes des employeurs et pour s'y préparer au cours de la formation. La motivation personnelle à faire évoluer ses compétences et la capacité à déceler de nouvelles niches sont tout aussi importantes. Il incombe donc à l'étudiant la responsabilité de devenir acteur de sa formation. En fait, le marché de l'emploi est de moins en moins une question d'adéquation entre formation et professions. Il est de plus en plus un marché de compétences.

Le système de formation propose aujourd'hui aux jeunes d'acquérir des compétences dans des disciplines voisines de leur formation principale, par exemple grâce au choix d'options (ce qu'on nomme "les mineures" par rapport au cursus majeur). En espérant que l'employeur se montre plus flexible et recherche des diplômés issus de disciplines voisines des filières habituelles. Car ces diplômés apportent une vraie richesse et souvent une plus-value pour l'entreprise. Le capital littéraire, par exemple, a aussi sa place dans l'entreprise.

## **3 Saisir les nouvelles**

### **opportunités, le tremplin**

On peut aussi envisager ses choix de manière progressive. Au terme de trois ans d'enseignement supérieur professionnalisant, on peut ressentir un nouvel intérêt pour passer à une formation plus réflexive tout en ayant acquis maturité et autonomie dans ses apprentissages. C'est tout l'intérêt des passerelles entre hautes études et universités.

Les hautes études nourrissent leur enseignement par le contact avec la pratique et par les contacts que leurs enseignants entretiennent avec les milieux professionnels. La formation universitaire met l'accent sur l'analyse, la conceptualisation et les professeurs nourrissent l'enseignement grâce à leurs contacts avec la recherche et l'innovation. C'est une richesse d'avoir des approches pédagogiques différentes et complémentaires.

C'est pourquoi les formations universitaires intègrent de plus en plus le développement de compétences transversales comme la communication ou la gestion de projet qui permettent la flexibilité professionnelle. Dans les parcours de formation, certaines finalités de professionnalisation s'y développent également en master. D'ailleurs, de plus en plus de co-diplômations entre hautes études et universités voient le jour.

### **4 Coup de cœur et lucidité, le duo gagnant**

Trop souvent, le choix se fait sur la proximité ou sur le prestige. En Belgique, nous avons la chance d'avoir une offre de formation très complète à des distances géographiques raisonnables. Mais le prestige d'une institution ne suffit pas. Encore faut-il avoir l'intérêt et les compétences pour s'intégrer dans ces formations d'excellence.

Le premier critère de choix doit être l'intérêt pour le contenu du programme, les objectifs de la for-

mation. Le goût est essentiel, mais cela ne suffit plus. Le second critère est de savoir si le jeune a les prérequis, si la pédagogie pratiquée et les acquis de l'apprentissage qui en découlent lui correspondent bien. L'enjeu est bien sûr qu'il se sente capable et en adéquation avec le type d'enseignement proposé. L'essentiel est donc de bien se connaître, en termes de compétences, de valeurs, d'aspirations. Le troisième critère à prendre en compte réside au niveau des services à l'étudiant: accueil et aide à l'orientation, information sur les démarches d'inscription, aides à la vie sociale et culturelle, aide et soutien à la réussite, opportunités de mobilité et d'échanges internationaux. Là également, à chacun de ressentir les choses selon ses besoins et ses capacités d'autonomie. ✱